

A LISBONNE

La conférence de solidarité avec le peuple arabe a demandé « l'établissement d'une paix juste pour tous les pays de la région »

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Sans doute la « conférence mondiale de solidarité avec le peuple arabe et sa cause centrale la Palestine », réunie du vendredi 2 au mardi 6 novembre à Lisbonne, a-t-elle profité du retentissement de la visite de M. Arafat vendredi et samedi dans la capitale portugaise (*Le Monde* daté 4-5 novembre). Mais cette conférence n'en posait pas moins un problème essentiel : la Libye, organisatrice de la réunion, l'Irak, la Syrie et les autres pays « durs » allaient-ils accepter de cautionner les positions plus réalistes de l'O.L.P. de M. Arafat ? Les participants au rassemblement de Lisbonne allaient-ils accepter de laisser au moins la porte ouverte à une reconnaissance en bonne et due forme de l'existence de l'Etat d'Israël ?

Jusqu'au dernier jour, les travaux de la commission chargée de rédiger l'acte final de la conférence, et surtout la résolution sur la Palestine, auront été marqués par de vives discussions. S'opposant à un premier projet de rédaction qui dénonçait le sionisme assimilé au nazisme et réclamait le retour des Palestiniens dans l'ensemble de la Palestine, les délégués des pays socialistes et des représentants des partis communistes européens, notamment le P.C. français, soutenus par ceux de l'O.L.P., ont appuyé une rédaction plus prudente du texte. En se référant aux résolutions des Nations unies, notamment à la résolution 242, la conférence demande pour l'essentiel le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés après 1967, le droit des Palestiniens à établir un Etat indépendant, la reconnaissance de l'O.L.P. comme la seule organisation représentant légitimement le peuple palestinien et « l'établissement d'une paix juste et durable pour tous les pays de la région ».

C'est sur ce genre de positions que la plupart des partis, mouvements ou groupements rassemblés

à Lisbonne pouvaient se rencontrer. En dépit des incidents qui ont émaillé le cours des débats, la conférence de Lisbonne aura eu deux résultats. Elle aura fourni une tribune supplémentaire à M. Arafat et lui aura permis de se présenter aux yeux des Portugais comme le chef de file d'une organisation reconnue non seulement par une grande partie de l'Europe, mais aussi par la plupart des pays africains et par beaucoup de mouvements américains et même asiatiques, comme la seule représentante du peuple palestinien.

En second lieu, du point de vue des relations entre les pays arabes, la conférence aura aussi obligé les membres de l'ancien « Front du refus », notamment la Libye, à approuver, en apparence du moins, la politique plus réaliste de l'O.L.P. qui est devenue aujourd'hui celle du « Front de la fermeté », c'est-à-dire celle de presque tous les pays arabes, à l'exception de l'Egypte, du Soudan et d'Oman. Pour assurer le succès de la conférence, les Libyens auront donc dû payer un certain prix à l'O.L.P., mais à les entendre il n'était pas trop élevé. « car ce qui importait était de montrer que la cause palestinienne progressait non seulement en Europe, mais aussi dans les autres parties du monde ».

ROLAND DELCOUR.

● Un responsable de l'O.L.P. à Paris venant de Lisbonne, M. Abou Jaffar, un des responsables du département politique de l'O.L.P. et proche collaborateur de Yasser Arafat, est arrivé mardi 6 novembre en début d'après-midi à Orly. M. Jaffar, qui a été accueilli par un représentant de l'O.L.P. à Paris, a indiqué qu'il demeurerait quarante-huit heures à Paris avant de regagner Beyrouth.

